



Communiqué de presse

044/2024

Montreuil, le 5 juin 2024.

Les luttes et la détermination permettent d'obtenir enfin le SEGUR pour TOUTES et TOUS dans la BASS !

OUI, l'un des deux accords mis à signature ce mercredi 5 juin comporte bien une proposition de versement du montant « SÉGUR » pour toutes et tous les salarié·e·s que les signataires des accords SEGUR, Laforcade et conférence des métiers avaient exclu·e·s et fini par abandonner à leur sort.

Une chose est sûre, les syndicats et les salariés du secteur associatif sanitaire, social et médico-social auront eu raison de se mobiliser et de ne pas s'en remettre à la seule négociation ou aux promesses des signataires. Hier, c'est AXESS qui a fini par lâcher et, enfin, par accéder à une très grande partie des demandes de modifications des accords de la part des organisations syndicales majoritaires pour permettre de répondre à un préalable posé il y a maintenant un peu plus de 2 ans et demi : le versement « des 183 euros nets » (238/240 euros bruts) pour TOUS et sans conditions.

Après plus de 2 ans et demi de grèves et de mobilisations dans les services, établissements, départements et au national ; après plus de 2 ans et demi d'un dialogue de sourds entre l'intersyndicale majoritaire CGT/SUD/FO et AXESS, il existe enfin une porte de sortie pour réparer l'inégalité de traitement et le mépris subi par les exclus du « SEGUR/Laforcade/Castex... ». Sont mis ce jour à la signature, un accord dit de politique salarial 2024 et un accord conditionnant l'organisation et les moyens de la négociation d'une CCUE sur le périmètre de la BASS. La CGT reste en profond désaccord avec la clause dite miroir qui les relie juridiquement, empêchant de s'opposer à l'un si on veut voir entrer l'autre en vigueur.

Non, cela n'est pas à la hauteur des réels enjeux pour l'avenir de l'accompagnement et du soin de la population.

Non, cela n'est pas suffisant pour parler de fin de la précarité salariale et des dégradations des conditions de travail.

Non, cela n'est pas une victoire politique, mais bien une victoire de terrain et de résistance face aux attaques et intimidations venues de toutes parts pour faire céder les exclus sur la question du « SEGUR » pour tous.

La délégation CGT était déterminée à ne rien lâcher, renforcée par les arguments, l'énergie et la volonté de ses syndicats CGT de la BASS réunis la veille en webinaire. Conformément à ses valeurs, la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale consulte à partir d'aujourd'hui ses bases avant de rendre sa position le 13 juin sur les deux accords.